



énergie nucléaire : des risques pour 24 000 ans

Le PSU a décidé, lors de la dernière session de sa direction politique nationale qui s'est réunie les 22 et 23 février, d'engager au plan national la lutte contre le programme français de construction de centrales nucléaires...

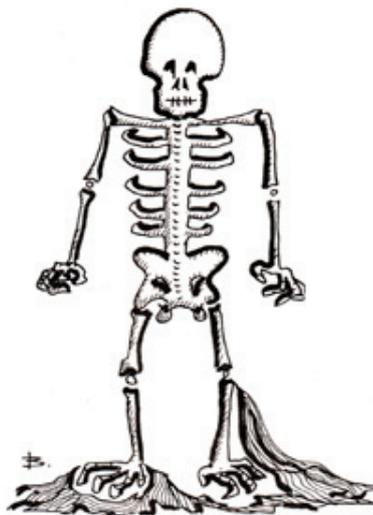
Nous ne sommes ni des passésistes ni des obscurantistes. Nous sommes au contraire partisans de la plus large diffusion des connaissances scientifiques, et c'est à partir des informations que nous avons pu recueillir, malgré le black-out du gouvernement et de l'EDF, que nous avons adopté cette position. C'est pourquoi nous réfutons toute identification ironique aux opposants à la machine à vapeur du siècle dernier. En ce domaine, le ridicule a changé de côté, comme en témoignent les certitudes indémontrables des fanatiques du nucléaire.

Il ne s'agit pas seulement de ridicule : le plan bâclé du gouvernement français peut être lourd de conséquences — et même pour l'utilisation par la collectivité des énormes possibilités d'une industrie nucléaire parvenue à maturité — ce qui n'est pas le cas. Le PSU ne se contente pas de positions théoriques. Partout où le problème se pose, ses fédérations sont engagées au premier rang dans la bataille. Concrètement, le PSU est le premier parti en France à s'être engagé dans une lutte écologique en lui donnant sa dimension politique. C'est ce que nous voudrions exprimer ici.

risques sans garantie

L'abandon de la filière française et le choix de la filière américaine (1968) ont précédé la définition du programme nucléaire actuel (1973) qui, malgré la date où il a été officiellement annoncé, a lui-même précédé la « crise énergétique ».

Cette bataille a fortement marqué les travaux de la Commission PEON (Production d'Electricité d'Origine Nucléaire) et explique son silence sur les problèmes de sécurité et sa légèreté sur le plan de l'efficacité économique : il s'agissait d'un conflit d'affaires, pas d'une



réflexion sur l'avenir de la société française.

Les risques existent. Les « experts » en discutent sagement ; ils ne sont pas d'accord, moins sur leur existence — qu'à peu près personne ne nie — que sur leur évaluation. Dans ce domaine, le calcul de probabilité a-t-il un sens, si la probabilité est faible pour une intensité de risque considérable ?

Rappelons-les brièvement — car, pour l'essentiel, les scientifiques de l'appel des 400 ont, en France, mis en lumière les problèmes que l'on doit se poser :

— les risques dans le fonctionnement des centrales : les accidents ont été détectés à temps dans des centrales encore expérimentales ; qu'en sera-t-il lors d'un fonctionnement normal, impliquant une surveillance routinière, lorsque l'on sait que l'EDF économise sur la surveillance des centrales thermiques ?

— les risques dans le traitement des déchets : l'usine de la Hague existe ; elle sera la seule à traiter tous les déchets pour toute l'Europe jusqu'en 1980.

— les risques dans les transports de matières fossiles (alors que la défaillance humaine y est importante).

Tous ces risques posent le problème des conséquences des irradiations. Or, il n'y a pas de seuil dans le danger d'irradiation, même les doses minimales ont des conséquences.

A l'irradiation s'ajoute la pollution thermique. Les défenseurs du programme français rappellent que tout cycle énergétique provoque un échauffement. C'est vrai, mais on ne peut oublier que le programme adopté entraîne une concentration énorme de rejets d'eau à une température élevée sur certains fleuves et certaines côtes, mettant en péril l'équilibre climatique et écologique.

calculs tronqués

Bien sûr, il ne s'agit que de risques ! Mais tant que l'on n'aura rien trouvé de mieux que des « probabilités statistiques » au surplus contestées pour se prémunir contre eux, ils suffiraient à exiger l'arrêt du programme.

Mais alors pourquoi le pouvoir et l'EDF acceptent-ils si facilement de prendre un tel pari sur l'avenir ?

Le premier argument vise à asséner la démonstration que l'on produira de l'énergie au prix le plus bas possible. C'est d'abord supposer que l'électricité s'adapte à toutes les consommations énergétiques. Or on sait que, même selon les calculs actuels, l'électro-nucléaire revient plus cher pour les utilisations thermiques (industrielles et encore plus domestiques) que la consommation directe de fuel.

Mais, même les comparaisons de coût entre les productions d'électricité d'origine nucléaire et thermique n'offrent aucune certitude quant à la rentabilité. Déjà d'ailleurs les estimations du prix du kwh nucléaire varient du simple au double selon les experts. De sorte que la rentabilité... économique intrinsèque du programme français n'est-elle nullement démontrée.

Quant aux deux arguments concernant l'indépendance nationale et le développement des exportations, ils cachent mal la seule vraie motivation du programme : **saisir la crise pour assurer le « redéploiement » de l'industrie française et insérer la France dans de nouvelles relations impérialistes.**

Dans le même temps, il fait de la France un courtier entre le capitalisme américain et les pays du tiers-monde qui peuvent devenir ses clients. Comme le dit M. d'Ornano, « **le solde sera positif entre les redevances que nous devons payer et les exportations auxquelles nous pourrions procéder** ».

Du côté des clients : le choix de la filière américaine se justifie principalement par l'existence d'un marché poten-

tiel pour lequel on ne veut pas recommencer l'expérience du SECAM. On escompte qu'ainsi l'industrie française pourra conquérir des positions, non seulement en vendant des centrales, mais aussi en assurant la maintenance (20 ans de présence de techniciens français).

Du côté américain : les relations ne se limitent pas aux versements de redevances. On envisage des accords entre les firmes qui se rattachent à chacune des deux versions (eau bouillante et eau pressurisée) pour certaines réalisations à l'étranger, voire pour les surrégénérateurs (l'accord Technicatome-Bechtel, par exemple).

C'est en ce sens que le programme nucléaire français est lié à la crise énergétique et à la crise tout court. Déjà prévu avant qu'elle éclate, il est justifié par les problèmes nouveaux qu'elle pose. Cela éclaire parfaitement la nature de la crise, tant au niveau mondial que sur le plan français ; il s'agit d'une restructuration — douloureuse, souvent brutale, du capitalisme mondial.

A la logique apparente : il faut de l'électricité, donc du nucléaire, donc développer certains secteurs d'activité, se substitue la logique inverse ; il faut réorganiser la division internationale du travail, le nucléaire en est un bon moyen, donc il faut développer la demande d'électricité (d'où la propagande pour le tout électrique).

Et Voilà ce pourquoi certains acceptent de gaieté de cœur de prendre des risques pour 24 000 ans...

Michel MOUSEL